

**LES COUPS D'ETAT RECENTS EN AFRIQUE : LES CAS DE LA,DU
GUINEE DU MALI ET DU TCHAD**

PAR

CHARLES PEACE SUCCESS

ART1700674

**MEMOIRE DE LICENCE PRESENTE AU
DEPARTMENT OF FOREIGN LANGUAGES
FACULTY OF ARTS
UNIVERSITY OF BENIN,
BENIN CITY.
DECEMBRE,2022**

**LES COUPS D'ETAT RECENTS EN AFRIQUE :LES CAS DE LA
GUINEE ,DU MALI ET DU TCHAD**

PAR

CHARLES PEACE SUCCESS

ART1700674

**MEMOIRE DE LICENCE PRESENTE AU DEPARTMENT OF FOREIGN
LANGUAGES**

UNIVERSITY OF BENIN,

BENIN CITY.

**EN ACCOMPLISSEMENT DES CONDITIONS POUR L'OBTENTION
DE LICENCE DE LETTRES (B.A FRENCH)**

SOUS LA DIRECTION DE PROF . NGOZI ILOH

DECEMBRE 2022

ATTESTATION

Je certifie que ce travail a été accompli par CHARLES PEACE SUCCESS au département de la langue étrangère, University of Benin, Benin (Nigeria). Nous approuvons ce projet car sa portée et son contenu sont adéquats.

_____.

PROF. NGOZI ILOH

Directrice de mémoire

_____.

DATE

_____.

DR. TERRY OSAWARU

Chef de département

_____.

DATE

_____.

EXTERNAL EXAMINER

DEDICACE

J'ai le plaisir de dédier ce modeste travail à :

Dieu Tout-Puissant, mon créateur, mon pilier fort, ma source d'inspiration, de sagesse, de connaissance et de compréhension. Il a été la source de ma force tout au long de ce programme.

Ma mère et mon père pour l'éducation qu'ils m'ont prodigué avec tous les moyens et au prix de toutes les sacrifices qu'ils ont consentis à mon égard, pour le sens du devoir qu'ils m'ont enseigné depuis mon enfance.

REMERCIEMENTS

Je tiens à exprimer toute ma reconnaissance à ma directrice de mémoire, Professeur Ngozi O lloh pour sa patience, et surtout pour sa confiance, ses remarques et ses conseils, sa disponibilité et sa bienveillance. Je la remercie de m'avoir encadré, orienté, aidé et conseillé.

J'adresse mes sincères remerciements à mon chef de département Dr Terry Osawaru et à tous les professeurs, intervenants et à toutes les personnes qui par leurs paroles, leurs écrits, leurs conseils et leurs critiques ont guidé mes réflexions et ont accepté de m'accueillir et de répondre à mes questions durant mes recherches.

Je remercie mes très chers parents, M. et Mme Charles Okhe, qui ont toujours été là pour moi. Je remercie mes sœurs Angel et Gift, pour leurs encouragements.

Enfin, je remercie mes amis Joy, Mimi, Frances, Ify, Valerie et Gift qui étaient toujours là pour moi. Leur soutien inconditionnel et leurs encouragements ont été d'une grande aide.

À tous ces intervenants, je présente mes remerciements, mon respect et ma gratitude.

L'INTRODUCTION

APERCU GENERAL DES COUPS D'ETAT

DEFINITION DU MOT COUP D'ETAT

Selon ThoughtCo, www.thoughtco.com et Wikipédia www.wikipedia.com dans un ouvrage publié par Robert Longley (2021) il explique qu'un «coup d'État est le renversement soudain et souvent violent d'un gouvernement existant par un petit groupe. Le coup d'État, également appelé coup d'État, est généralement une prise de pouvoir illégale et inconstitutionnelle menée par un dictateur, une force militaire de guérilla ou une faction politique opposée.»>>

Selon le dictionnaire Larousse(2020) «coup d'État est l'action de force pour renverser les pouvoirs publics menée par une fraction de gouvernants(On parle de putsch ou de pronunciamiento en cas de coup d'État militaire.)»

Contrairement aux révolutions, les coups d'État ne cherchent généralement qu'à remplacer le personnel clé du gouvernement plutôt que d'imposer des changements radicaux à l'idéologie sociale et politique fondamentale du pays. Un coup d'État peut réussir ou échouer, mais cela dépend du moment où le pouvoir a été saisi par l'opposition à un dirigeant ou à un gouvernement en place.

Les Coups d'État en perspective historique

Il est pertinent de comprendre que le Coup d'Etat n'appartient pas en Afrique mais à l'humanité tout entière. L'histoire a montré que les coups d'État remontent à l'Antiquité, depuis les années avant Jésus-Christ (BCE) jusqu'à aujourd'hui. Les coups d'État les plus anciens ont été retracés de 876 av. J.-C. à 44 av. J.-C. (www.wikipedia.com 16 novembre 2022). Certains des coups d'État les plus populaires étaient ceux de Jéhu tuant Joram d'Israël et Achazia de Juda pour devenir roi d'Israël en 841 av. Jules César prend le contrôle de l'Empire romain et devient dictateur en 49 av.

Depuis l'Antiquité, de nombreux coups d'État innombrables ont eu lieu dans presque tous les continents du monde. En 1327, en Angleterre : Isabelle de France a renversé son mari, Edward II, et est devenue régente pour leur fils, Edward III, avec son amant et co-régent, Roger Mortimer. Le 7 mars 2020, le gouvernement saoudien a arrêté les princes Ahmed bin Abdulaziz, Muhammad bin Nayef, Nayef bin Ahmed, Nawwaf bin Nayef et Muhammad bin Saad pour avoir prétendument planifié une tentative de coup d'État.

Plus récemment, en dehors de l'Afrique, la tentative de coup d'État américain de 2021 : le Président Donald Trump a refusé de céder à Joe Biden après avoir perdu l'élection présidentielle américaine de 2020, ce qui a conduit, pour la première fois en au moins 220 ans, à l'échec de la transition pacifique du pouvoir.

Les Coups d'État en Afrique

Le coup d'état togolais de 1963 est enregistré comme le premier coup d'état dans les colonies françaises et britanniques d'Afrique qui ont obtenu leurs indépendances dans les années 1950 et 1960, et Olympio est connu comme l'un des premiers chefs d'état à être assassiné au cours d'une coup d'état militaire en Afrique.

Compte à rebours pour d'autres pays d'Afrique de l'Ouest qui ont subi des sorts semblable des coups d'état tels que la République du Bénin (28 octobre 1963), le Gabon (17 février 1964), le Burkina Faso (3 janvier 1966), le Nigeria (15 janvier 1966), le Ghana (24 février 1966) et le Mali (19 novembre 1968). Ces pays sont parmi les premiers pays d'avoir vécu des coups d'état en Afrique de l'Ouest. Certains autres coups d'état en Afrique post-indépendante comprennent ceux de la Tunisie (15 juillet 1957), du Soudan (16 novembre 1958), de la République démocratique du Congo (14 septembre 1960), de l'Algérie (3 juillet 1962), de la République du Congo (août 15 février 1963), de l'Ouganda (février 1966), Burundi (8 juillet 1966), de la Libye (1er septembre 1969) et du Somalie (21 octobre 1969).

Les coups d'état les plus anciens remontent à la période pré-indépendance de la majorité des nations africaines, dont certains sont les coups d'état du 12 mai 1863 et du 27 mars 1868 dans l'ancien royaume de Madagascar. D'autres étaient le coup d'État du 26 octobre 1871 au Libéria

et le coup d'état de 1879 en Égypte. Bien que certains de ces coups d'état aient été considérés comme pour le bien des masses souffrantes dans les différents pays africains qui raconte le coup d'état du Burkina Faso du 4 août 1983 par le capitaine Blaise Compaoré renversant le président Jean-Baptiste Ouédraogo et le remplaçant par le capitaine Thomas Sankara. En raison des impacts positifs que le coup d'état a apportés à la nation sur une période de 4 ans, d'autres ont été vus sous un angle négatif, dont certains sont le coup d'état du 24 février 1966 au Ghana de Joseph Arthur Ankrah grâce à l'aide du Lieutenant Emmanuel Kwasi Kotoka qui a renversé le premier président démocratique post-indépendance du Ghana, le Dr Kwame Nkrumah. Depuis lors, le sort de l'Afrique est toujours tombé entre les mains des dictateurs militaires ou des !: politiciens civils avides, comme on le voit dans l'Afrique d'aujourd'hui. Bien que notre travail soit basé sur Coup d'é&tat, notre portée sera limitée à seulement 3 pays, la Guinée Conakry, le Mali et le Tchad.

JUSTIFICATION DU SUJET

Il y a tant de raisons pour lesquelles nous avons choisi de traiter ce sujet sur Coup d'état surtout en Afrique. Malgré les nombreuses œuvres littéraires de l'avant l'esclavage, la traite transatlantique des esclaves et le colonialisme par des poètes, romanciers et dramaturges africains renommés pour transmettre la connaissance commune de la réalité africaine et de l'épreuve à laquelle ils sont confrontés, la plupart du temps à la suite de l'invasion européenne de l'Afrique. Au cœur de la cupidité, de l'oppression et de l'exploitation consciente non seulement de la dotation naturelle mais aussi de la capacité humaine qui s'y trouve, de nombreux Africains n'ont pas encore compris la situation même du système sociopolitique, environnemental et économique qui contrôle la vie quotidienne du peuple africain.

Dans la plupart des cas, la faim, la famine, la malnutrition, les problèmes de santé, le détournement de fonds publics par les politiciens, l'incarcération des défenseurs des droits de l'homme, les manifestations et les éléments d'injustice sociale caractérisent l'esprit africain et la société en général. Mais quelle pourrait être la cause profonde de ces nombreux problèmes ? Serait-ce de l'intérieur ou de l'extérieur ? Les nombreux coups d'État sont-ils la solution à ces problèmes ? Dans la recherche de réponses à ces questions importantes posées, c'est la raison

même pour laquelle nous avons décidé de choisir ce sujet pertinent non seulement pour exposer les causes et les effets des coups d'état en Afrique, mais aussi pour proposer des solutions durables aux événements.

DÉLIMITATION DU SUJET

Ce travail a été divisé en 4 chapitres principaux avec une introduction décrivant et expliquant la définition du concept et la perspective historique de ce qu'est-ce le Coup d'état non seulement en Afrique, qui est actuellement notre domaine d'intérêt dans ce travail, mais dans le monde entier. Le premier chapitre du travail s'est concentré sur le coup d'état en Guinée Conakry tandis que les chapitres deux et trois se concentrent sur les situations au Mali et au Tchad respectivement. Le chapitre 4 aborde davantage les impacts du coup d'état sur les pays sélectionnés et le rôle des influences extérieures dans le déroulement des événements.

Les points saillants de ces chapitres sont les perspectives historiques des coups d'état, les causes, les processus, les résultats et les issues, les impacts durables et enfin le rôle des influences externes de ces coups d'état. Le travail du projet devra également faire des recommandations possibles sur les moyens de résoudre ces coups d'état incessants qui ont ravagé la vie sociopolitique et économique des nations africaines depuis l'indépendance.

CHAPITRE 1

LE COUP D'ÉTAT RÉCENT EN GUINÉE

1.0 BRÈVE HISTOIRE DU COUP D'ÉTAT EN GUINÉE

C'est un nouveau tournant qui s'amorce pour la Guinée-Conakry qui a vécu le 5 septembre 2021. Le 3ème coup d'état de son histoire avec l'éviction du Président Alpha Condé, par ailleurs premier chef d'état élu à être destitué.

Les coups d'état sont en effet récurrents dans ce pays de l'Afrique de l'Ouest indépendant depuis 1958. Le putsch militaire du 2021 est le troisième coup d'État du pays depuis l'indépendance en 1958 et le dernier d'une série de prises de pouvoir inconstitutionnelles dans la région, y compris le Mali et le Tchad voisins, au cours des deux dernières années.

Auteur d'un coup d'état, une semaine après le décès du Président Ahmed Sékou Touré en avril 1984, le général Lansana Conté avait mis en place le Comité militaire pour le redressement national (CMRN). Cet organe l'a proclamé deux jours plus tard président avec comme objectif d'établir un régime démocratique. Conté a été par la suite régulièrement réélu jusqu'à sa mort le 22 décembre 2008 sans parvenir à son objectif de départ. Une junte sous la bannière du Comité national pour la démocratie et le développement (CNDD), conduite par le capitaine Moussa Dadis Camara, prend alors le pouvoir le 24 décembre 2008. Dadis Camara est à son tour victime d'une tentative de coup d'Etat, un an tout juste après son installation. Blessé à la tête lors de l'opération et évacué au Maroc, il démissionne quelques jours après. C'est alors que Sékouba Konaté devient Président de la Transition à la suite de la déclaration de Ouagadougou et organise la présidentielle de 2010. Un scrutin remporté par Alpha Condé.

L'histoire s'est répétée à nouveau avec le Comité national du rassemblement et du développement (CNRD) mis en place par le lieutenant-colonel Mamady Doumbouya et ses hommes, les nouveaux maîtres de la Guinée.

Le coup d'état **de 2021 en** Guinée a eu lieu le 5 septembre 2021, lorsqu'une unité d'élite de l'Armée Guinéenne et le Groupement des Forces Spéciales (GFS) s'empare du Palais Présidentiel et capture le Président, Alpha Condé.

Les auteurs du coup d'état, menés par le colonel Mamady Doumbouya, annoncent la suspension de la Constitution, la dissolution du gouvernement et des institutions ainsi que la fermeture des frontières.

1.1. LES CAUSES DU RÉCENT COUP D'ETAT

Le renversement du Président Alpha Condé par l'armée guinéenne, résultat d'un dépassement autocratique, d'une mauvaise gestion économique et de l'érosion des normes démocratiques, souligne l'échec des organismes régionaux et des partenaires internationaux à anticiper et à répondre à un plan de coup d'État en évolution. Le 5 septembre, le colonel Mamady Doumbouya a évincé le leader civil du pays Alpha Condé, proclamant que « le devoir d'un soldat est de sauver le pays ».

La victoire électorale d'Alpha Condé en 2010 a suscité l'espoir d'un avenir meilleur pour les Guinéens, malgré les allégations de fraude et de violence qui avaient caractérisé les scrutins. Le plus important encore, les élections ont inauguré une nouvelle ère démocratique dans le pays après plusieurs décennies de dictature. Cependant, les attentes élevées des Guinéens pour l'amélioration de leur vie grâce à un régime démocratique et une bonne gestion économique se sont avérées de courte durée.

À l'approche de la fin de son deuxième mandat, Condé a orchestré un coup d'état constitutionnel par le biais d'un référendum frauduleux qui l'a rendu éligible à une réélection. À l'approche du référendum et des élections législatives de mars 2020, les forces de sécurité ont fait un usage excessif de la force contre les partisans de l'opposition. La répression d'état a culminé à proximité et après les élections présidentielles d'octobre en réponse aux protestations croissantes contre le régime contre son troisième mandat. Selon Amnesty International, une cinquantaine de

personnes ont été tuées lors de ces événements, sans parler de celles qui ont subi des blessures et de plusieurs autres qui ont été arbitrairement arrêtées et détenues.

Alors que le régime se développait dans une répression violente, la situation économique dans le pays riche en bauxite n'avait rien d'enthousiasme. Avec l'instabilité politique croissante associée à la corruption croissante et aux difficultés économiques, le décor était planté pour une potentielle prise de contrôle militaire.

Le point de vue conventionnel est que les protestations populaires indiquent clairement la désapprobation des citoyens à l'égard de la direction actuelle. À leur tour, les militaires sont incités à exploiter ce manque de légitimité lorsqu'ils croient que les citoyens accepteront un changement de leadership. Il n'est donc pas surprenant que l'éviction de Condé par ses forces spéciales dirigées par le colonel Mamady Doumbouya ait trouvé les faveurs de la majorité des Guinéens.

1.2. LE PROCESSUS DU COUP D'ÉTAT ET LES PRINCIPAUX ACTEURS

Le dimanche 5 septembre 2021. Aux alentours de 8h des tirs nourris et à l'arme lourde ont éclaté aux abords de Sékhoutouréya, le palais présidentiel où se trouvait alors le chef de l'état, et ils se sont poursuivis tout au long de la matinée. Les putschistes, emmenés par le lieutenant-colonel Mamadi Doumbouya, le commandant du Groupement des forces spéciales (GPS), étaient stationnés à Forécariah, à une centaine de km de Conakry.

Ils ont gagné la capitale guinéenne à bord d'une cinquantaine de camions et ont progressé jusqu'au palais sans véritablement rencontrer de résistance, la garde présidentielle chargée d'assurer la protection d'Alpha Condé n'ayant pas la capacité de s'opposer à eux.

En quelques heures, les putschistes parviennent donc à se saisir du président et diffusent une vidéo dans laquelle il apparaît. Assis sur un canapé, dans une pièce du palais, il est comme sonné, la chemise entre-ouverte, les pieds nus. « Est-ce qu'on a touché à un seul de vos cheveux ? On vous a brutalisé, Excellence ? », lui demande l'un des militaires en treillis qui l'entourent. Alpha Condé, 83 ans, semble aller bien mais reste silencieux.

Dans une vidéo diffusée sur les réseaux sociaux, les putschistes — des soldats du Groupement des forces spéciales, menés par le colonel [Mamadi Doumbouya](#) — revendiquent la capture du [président de la République Alpha Condé](#) et annoncent la suspension de la Constitution, la dissolution du gouvernement et des institutions, la fermeture des frontières et la création d'un « [Comité national du rassemblement et du développement](#) » pour diriger le pays. Sur les antennes de la RTG, ils appellent le reste de l'armée « à l'unité » et à « rester dans les casernes », et se justifient par la déclaration suivante :

La situation sociopolitique et économique du pays, le dysfonctionnement des institutions républicaines, l'instrumentalisation de la justice, le piétinement des droits des citoyens, l'irrespect des principes démocratiques, la politisation à outrance de l'administration publique, la gabegie financière, la pauvreté et la corruption endémique ont amené l'armée républicaine [...] à prendre ses responsabilités vis-à-vis du peuple souverain de Guinée

Peu après 14 h, les putschistes réalisent une allocution à destination de la population sur la [chaîne de télévision publique RTG](#).

Dans la soirée du 5 septembre, l'annonce du coup d'état conduit à des scènes de liesses dans la capitale [Conakry](#) et en province, dont une partie de la population guinéenne « sort massivement dans la rue », applaudissant notamment au passage des blindés des militaires.

Au journal télévisé, la junte annonce l'instauration d'un [couvre-feu](#) « à partir de 20 heures sur toute l'étendue du territoire national », la fermeture des frontières terrestres et aériennes « pour une semaine au moins », le remplacement des membres du gouvernement par les secrétaires généraux de chaque ministère, celui des préfets, sous-préfets et gouverneurs de région par des militaires. Les chefs politiques régionaux devaient être remplacés par des commandants de garnison. Les ministres sortants et les présidents des institutions sont convoqués à une réunion le lendemain, sous peine d'être considérés comme en « rébellion contre le CNRD ». Tous y participent.

Qui sont les principaux acteurs?

1.MAMADY DOUMBOUYA

Mamady Doumbouya est un officier militaire guinéen qui occupe le poste de président par intérim de la Guinée depuis le 1er octobre 2021. Doumbouya a mené un coup d'État le 5 septembre 2021 qui a renversé l'ancien résident, Alpha Condé. Il est membre du groupe des forces spéciales guinéennes et ancien légionnaire français. Doumbouya, 41 ans est un malinké de la région frontalière de Kankan, près de la Côte d'Ivoire et du Mali, Doumbouya s'est fait connaître des Guinéens pour la première fois en 2018 lorsqu'il est apparu lors d'un défilé militaire à Conakry pour célébrer le 60e anniversaire de l'indépendance du pays. Il a été nommé responsable de la nouvelle équipe d'élite SFG - dont le mandat était de lutter contre le terrorisme et la piraterie maritime.

Les problèmes du lieutenant-colonel avec le leadership de Conakry auraient commencé lorsqu'il a été empêché de donner au SFG l'autonomie du ministère de la Défense. L'auteur et géopolitique Mamadou Aliou Barry, qui dirige le Centre d'analyse et d'études stratégiques en Guinée, a déclaré que les forces d'élite avaient également été utilisées pour réprimer des manifestations publiques. "Je pense qu'il (Condé) voulait un instrument de sécurité à sa disposition pour des missions répressives spécifiques", a déclaré Barry. "Malheureusement pour lui, lorsqu'il a voulu mettre la main dessus, le commandement des forces spéciales s'est retourné contre lui."

Doumbouya, Diplômé de l'École de guerre de Paris, il a plus de 15 ans d'expérience militaire qui incluent des missions en Côte d'Ivoire, à Djibouti, en République centrafricaine, en Afghanistan et ailleurs. Doumbouya est un expert en gestion, commandement et stratégie de défense ayant également suivi une formation spécialisée en Israël, au Sénégal et au Gabon. Un porte-parole du ministère guinéen de la Défense l'a décrit comme un "colosse au physique impressionnant".

Dans une interview à la chaîne sœur de RFI France 24, Doumbouya a déclaré que l'armée ne voulait pas « jouer à des jeux », mais faire en sorte que tous les Guinéens puissent vivre ensemble et « profiter des avantages » du pays.

« Toute l'armée est ici de Nzérékoré à Conakry pour aider à reconstruire ce pays », a-t-il dit, ajoutant que Condé était en sécurité et avait accès à des médecins

« Nous avons toutes les forces de sécurité derrière nous pour mettre fin une fois pour toutes à la misère du peuple guinéen. »

Assimi Goïta a fait deux coups d'État au Mali en une année et rien ne lui est arrivé, il est resté à la tête de l'État. Ce qui a sans doute donné des idées à Mamady Doumbouya », a soutenu Bâ à Anadolu.

2. ALPHA CONDÉ

Alpha Condé (né le 4 mars 1938) est un homme politique guinéen qui a été le quatrième président de la Guinée de 2010 à 2021. Condé a passé des décennies dans l'opposition à une succession de régimes en Guinée, se présentant sans succès contre le président Lansana Conté aux élections présidentielles de 1993 et 1998 et dirigeant le Rassemblement du peuple guinéen (RPG), un parti d'opposition. De nouveau à l'élection présidentielle de 2010, Condé a été élu président au second tour. Lors de son élection, il a déclaré qu'il renforcerait la Guinée en tant que démocratie et lutterait contre la corruption.

Lorsque Condé a pris ses fonctions en décembre 2010, il est devenu le premier président librement élu de l'histoire du pays. Il a été réélu en 2015 avec environ 58% des voix, et de nouveau en 2020 avec 59,5% après un référendum constitutionnel qui a permis à Condé de "réinitialiser" la limite de son mandat et de solliciter deux autres mandats. Cette décision avait été controversée et avait déclenché des protestations massives avant et après le référendum, qui ont été brutalement réprimées. Les détracteurs de Condé ont affirmé qu'il y avait eu fraude aux élections de 2015 et 2020.

Le 30 janvier 2017, Condé a succédé au Tchadien Idriss Déby à la tête de l'Union africaine. Il a été remplacé par le président rwandais Paul Kagame le 28 janvier 2018. Le 5 septembre 2021, les Forces armées guinéennes ont arrêté Condé et l'ont renversé.

1.3 LES RÉSULTATS DU COUP D'ÉTAT EN GUINÉE

Lorsqu'un coup d'état se produit dans un pays, il y a généralement de nombreuses conséquences et parfois les résultats finaux peuvent ne pas se dérouler comme prévu. Dans la plupart des cas, cela peut entraîner des brutalités, des blessures, la perte de biens et de vies. Dans le cas de la Guinée, beaucoup de choses ont été remarquées comme effets néfastes et résultats finaux du récent coup d'État qui a renversé l'ancien président Alpha Condé. Quelques-uns à mentionner sont :

1. La suspension temporaire de la Constitution légitime
2. La suspension de toutes les activités démocratiques telles que les réunions politiques, les discussions, les rassemblements et les élections.
3. Sanctions politiques et économiques déjà imposées à la junte militaire guinéenne dirigée par Mamady Doumbouya par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), certains pays de l'Union européenne (UE), l'Union africaine (UA), les Nations Unies (ONU), l'ancien maîtres coloniaux, la France et une foule d'autres sanctions socioculturelles et religieuses. À long terme, cela aura de graves effets non seulement sur le régime, mais aussi sur les citoyens de Guinée Conakry.

CHAPITRE 2

LE COUP D'ÉTAT RÉCENT AU MALI

2.0 BRÈVE HISTOIRE DU COUP D'ÉTAT AU MALI

Historiquement, le Mali à l'ère post-indépendance a connu 5 coups d'état qui ont réussi alors qu'il y avait des allégations d'une récente tentative de coup d'état en 2022 où la junte militaire malienne prétend avoir arrêté une tentative de coup d'état qui aurait été orchestrée par un "pays de l'OTAN sans nom".

Vous trouverez ci-dessous la liste des coups d'état historiquement retracés et les personnes impliquées.

1. 19 novembre 1968 : Moussa Traoré renverse Modibo Keïta
2. 26 mars 1991 : Amadou Toumani Touré renverse Moussa Traoré
3. 22 mars 2012 : L'armée renverse Amadou Toumani Touré
4. 18 août 2020 : L'armée renverse Ibrahim Boubacar Keïta
5. Coup d'État malien de 2021 : l'armée renverse Bah N'daw

• **Moussa Traoré renverse Modibo Keïta**

Le Mali est tombé sous le contrôle de la France à la fin du XIXe siècle. En 1905, la majeure partie de la région était sous contrôle français ferme dans le cadre du Soudan français. Le 24 novembre 1958, le Soudan français (qui a changé son nom en République soudanaise) est devenu une république autonome au sein de la Communauté française. En janvier 1959, le Mali et le Sénégal s'unissent pour devenir la Fédération du Mali. La Fédération du Mali a obtenu son indépendance de la France le 20 juin

Le Sénégal s'est retiré de la fédération en août 1960, ce qui a permis à la République soudanaise de devenir la République indépendante du Mali le 22 septembre. Modibo Keïta a été le premier président à être élu. Keïta a rapidement établi un état à parti unique, adopté une orientation africaine et socialiste indépendante avec des liens étroits avec l'Est et mis en œuvre une nationalisation étendue des ressources économiques.

Le 19 novembre 1968, à la suite d'un déclin économique progressif, le régime de Keïta est renversé par un coup d'état militaire sans effusion de sang dirigé par Moussa Traoré, jour qui est maintenant commémoré comme le jour de la libération.

• **Amadou Toumani Touré renverse Moussa Traoré**

Lorsque Traoré est devenu chef du gouvernement, il a continué à tenter des réformes économiques, et la population est devenue de plus en plus insatisfaite de la situation, des mouvements d'opposition ont commencé à émerger, le régime Traoré a été confronté à des troubles étudiants et à des manifestations anti-gouvernementales dans un gouvernement de transition, et une nouvelle constitution.

Le 26 mars 1991, le refus croissant des soldats de tirer sur les foules de manifestants largement non violents s'est transformé en un tumulte à grande échelle et a conduit des milliers de soldats à déposer les armes et à rejoindre le mouvement prodémocratie. Dans l'après-midi, le lieutenant-colonel Amadou Toumani Touré a annoncé à la radio qu'il avait arrêté le président dictatorial, Moussa Traoré.

• **L'armée Malienne renverse Amadou Toumani Touré**

En 1992, Alpha Oumar Konaré a remporté la première élection présidentielle démocratique et multipartite du Mali, avant d'être réélu pour un second mandat en 1997, le dernier autorisé par la constitution. Amadou Toumani Touré, un général à la retraite qui avait été le chef du volet militaire du soulèvement démocratique de 1991, a été élu en janvier 2012, la rébellion Touaregs a commencé dans le nord du Mali.

En mars, l'officier militaire Amadou Sanogo a pris le pouvoir lors d'un coup d'état, citant les échecs de Touré à réprimer la rébellion, entraînant des sanctions et un embargo de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest.

- **L'armée renverse Ibrahim Boubacar Keïta**

L'agitation populaire a commencé le 5 juin 2020 à la suite d'irrégularités lors des élections législatives de mars et d'avril, notamment l'indignation contre l'enlèvement du chef de l'opposition Soumaïla Cissé. Entre 11 et 23 morts ont suivi les manifestations qui se sont déroulées du 10 au 13 juin. En juillet, le président Keita a dissous la cour constitutionnelle.

Des militaires dirigés par le colonel Assimi Goïta et le colonel-major Ismael Wagué à Kati, dans la région de Koulikoro, ont déclenché une mutinerie le 18 août, affirmant qu'il ne voulait voir aucune effusion de sang. Wagué a annoncé la formation du Comité national pour le salut du peuple (CNSP) et promis des élections dans le futur. Un couvre-feu avait été imposé et les rues de Bamako étaient calmes.

2.1 LES CAUSES DU RÉCENT COUP D'ÉTAT AU MALI

Le 12 septembre 2020, le Comité national pour le salut du peuple (CNSP) a convenu d'une transition politique de 18 mois vers un régime civil. Peu de temps après, Bah N'daw a été nommé président par intérim par un groupe de 17 électeurs, Goïta, le cerveau derrière le coup d'État du 18 août 2020, étant nommé vice-président. Le gouvernement a été investi le 25 septembre

Le 18 janvier 2021, le gouvernement de transition a annoncé la dissolution du CNSP, près de quatre mois après sa promesse dans le cadre de l'accord initial. Les tensions sont vives entre le gouvernement civil de transition et l'armée depuis la passation du pouvoir en septembre

Le 24 mai, les tensions ont atteint leur paroxysme après un remaniement ministériel, où deux chefs du coup d'état militaire de 2020 - Sadio Camara et Modibo Kone - ont été remplacés par l'administration de N'daw. Plus tard dans la journée, des journalistes ont rapporté que trois dirigeants civils clés – le président N'daw, le Premier ministre Moctar Ouane et le ministre de la

Défense Souleymane Doucouré – étaient détenus dans une base militaire à Kati, à l'extérieur de Bamako. Le 7 juin 2021, Assimi Goita a prêté serment en tant que nouveau président par intérim du Mali.

De nombreux facteurs ont conduit à la formation du Mouvement du 5 juin et au coup d'état d'août.

1. Les irrégularités entourant les élections maliennes de 2018.
2. La guerre du Mali en cours dans la région du nord contrôlée par les Touaregs a également intensifié la situation.
3. Exactions militaires contre des civils rapportées par Human Rights Watch (HRW) dans les régions de Mopti et de Ségou.
4. Des dizaines d'attaques de groupes armés en 2019 ont fait 456 morts parmi les civils et des centaines de blessés.
5. Questions sur la gestion par le gouvernement de la pandémie de COVID-19. Les deux premiers cas ont été signalés le 25 mars 2020 et fin mai, il y avait 1 265 cas et 77 décès.
6. Le premier tour des élections législatives de 2020 où le chef de l'opposition Soumaïla Cissé et des membres de son équipe électorale ont été enlevés par des djihadistes trois jours avant l'élection.
7. Violences le jour du scrutin où des bureaux de vote ont été saccagés, des chefs de village ont été enlevés et une bombe en bordure de route a tué neuf personnes, dont trois soldats.
8. La violence a également dominé le second tour des élections et au moins 25 soldats ont été tués lors d'une attaque contre une base militaire dans la ville septentrionale de Bamba, dans la région de Gao, le 6 avril.

Le 30 avril, la Cour constitutionnelle a annulé les résultats des élections dans 31 circonscriptions, donnant au Rassemblement pour le Mali dix sièges de plus que prévu initialement. Le Mouvement du 5 juin (Rassemblement des forces patriotiques) a été créé par

des partis d'opposition dirigés par Iman Mahmoud Dicko le 30 mai, et des milliers de personnes sont descendues dans la rue pour protester le 5 juin.

Boubou Cissé a été reconduit dans ses fonctions de Premier ministre le 11 juin, date à laquelle il a été chargé de former un nouveau gouvernement. Des dizaines de milliers de Maliens ont de nouveau manifesté le 19 juin, exigeant la démission du président Keita. La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a appelé à la tenue de nouvelles élections le 20 juin. Le président Ibrahim Boubacar Keita et l'imam Mahmoud Dicko se sont rencontrés le 5 juillet, mais l'opposition a continué d'appeler à la désobéissance civile pour forcer la démission de Keita et la dissolution du parlement. Les manifestations sont devenues violentes le 10 juillet. Pendant les trois jours suivants, des manifestants à Bamako se sont affrontés avec les forces de sécurité, et les forces de sécurité auraient tiré à balles réelles sur les manifestants, tuant au moins 11 personnes et en blessant 124 autres.

Le 27 juillet, la CEDEAO a appelé à la création d'un gouvernement d'union et a mis en garde contre des sanctions. Neuf nouveaux juges, qui seraient des partisans de Keita, ont été nommés à la Cour constitutionnelle le 10 août, en réponse aux demandes de réforme de la CEDEAO. Des milliers de personnes se sont rassemblées sur la place de l'Indépendance à Bamako le 11 août, où des gaz lacrymogènes et des canons à eau ont été utilisés. L'opposition a annoncé des manifestations quotidiennes à partir du 17 août. Ces multiples troubles politiques ont conduit les soldats mutinés à arrêter le président Ibrahim Boubacar Keita et le Premier ministre Boubou Cissé.

2.2 LE PROCESSUS DU COUP D'ÉTAT ET LES PRINCIPAUX ACTEURS

Des soldats mutinés ont arrêté le président Ibrahim Boubacar Keita et le Premier ministre Boubou Cissé après avoir pris le contrôle d'un camp militaire près de Bamako dans la matinée du mois d'août

Tôt le matin du 19 août, le président Ibrahim Boubacar Keita a annoncé sa démission et dissous le parlement. Mahmoud Dicko a annoncé qu'il quittait la politique. Le colonel Assimi Goïta a été nommé à la tête du nouveau gouvernement.

Les personnages clés du récent coup d'état malien sont :

1. Le colonel Assimi Goïta

Le colonel Assimi Goïta (né vers 1983) est un officier militaire malien qui est président par intérim du Mali depuis le 28 mai Ibrahim Boubacar Keïta lors du coup d'état malien de 2020. Goïta a ensuite pris le pouvoir à Bah Ndaw après le coup d'État malien de 2021 et a depuis été déclaré président par intérim du Mali.

2. Ibrahim Boubacar Keïta

Né le 29 janvier 1945 et décédé le 16 janvier 2022 ,et souvent connu par ses initiales IBK, était un homme politique malien qui a été président du Mali de septembre 2013 à août 2020,lorsqu'il a été contraint de démissionner lors du coup d'état malien de 2020. Il a été Premier ministre du Mali de février 1994 à février 2000 et président de l'Assemblée nationale du Mali de septembre 2002 à septembre 2007. .

3. Bah Ndaw

Bah Ndaw est né le 23 août 1950) est un officier militaire et homme politique malien qui a été président du Mali entre le 25 septembre 2020 et le 24 mai 24 mai 2021 lorsqu'il a été renversé lors du coup d'état malien de 2021. Entre mai 2014 et janvier 2015, il a été ministre de la Défense.

2.3 LES RÉSULTATS DU COUP D'ÉTAT

Les événements récents au Mali ont semé la consternation parmi les acteurs étatiques, tant au niveau national qu'externe, en plus des acteurs non étatiques tels que les groupes djihadistes opérant dans tout le Sahel. Ce qui inquiète particulièrement, c'est le fait qu'il y a eu un autre coup d'État dans le pays, neuf mois seulement après le dernier.

L'arrestation récente par l'armée du président et premier ministre par intérim du Mali est une atteinte pure et simple à la démocratie naissante du pays. Les événements au Mali comptent non seulement pour les Maliens ordinaires, mais pour la région et le monde. En effet, des groupes associés à la fois à Al-Qaïda et à l'état islamique ont trouvé une utilisation du pays comme base à partir de laquelle lancer des attaques dans toute la région. Cela a déstabilisé les pays voisins et menacé les intérêts des États-Unis, du Royaume-Uni, de la France et de l'Union européenne.

Les implications probables de ces événements seraient :

1. Démocratie, constitutionnalisme et état de droit :

Comme c'est souvent le cas en cas de coup d'état, l'armée a désavoué tout semblant de principes démocratiques en suspendant la constitution. Ce mépris des dispositions de la constitution abroge l'état de droit, qui, à son tour, engendre l'anarchie.

L'implication est que les gains en démocratie, tels que les compromis politiques qui ont été faits au fil des ans entre les groupes opposés au Mali, seront tronqués. Et les tensions locales, telles que le désenchantement envers l'état face à la corruption et, dans certains cas, les violations des droits de l'homme parmi les forces de sécurité, sont susceptibles d'augmenter. Tout cela compliquera le fonctionnement des mécanismes de gouvernance, tels que les tribunaux.

Il y a aussi la forte probabilité que la liberté de la presse soit étouffée et que l'espace civique se rétrécisse. Le résultat inévitable serait plus de chaos et une rupture dans les troubles civils. La région du Sahel connaît déjà des poches de troubles civils. Les événements au Mali pourraient encore faire pencher la balance.

2. L'économie – la survie du régime plutôt que la survie de l'état :

L'économie – la survie du régime plutôt que la survie de l'état. L'économie continue de connaître une croissance économique et un développement sous-optimaux. La situation a été encore compliquée par les effets de la pandémie mondiale de COVID-19.

Il y a de fortes chances que la junte militaire ne donne pas la priorité à la croissance économique et au développement, mais s'intéresse davantage à la consolidation de son emprise sur le pouvoir politique. À cela s'ajoute le fait que les investisseurs étrangers potentiels sont susceptibles d'être plus sceptiques quant à l'apport d'investissements directs étrangers indispensables. Le peuple malien en supportera le poids.

3. Méfiance et insatisfaction :

Le contrat social qui existe entre l'état malien et la société malienne est soumis à de fortes pressions. Cela a entraîné la méfiance et l'insatisfaction entre la société et l'état, érodant l'autorité et la légitimité de l'état. Cette situation est aggravée par l'emprise continue de l'armée sur le pouvoir politique.

L'ingérence de l'armée dans la politique intérieure a renforcé les griefs locaux parmi des groupes aux intérêts divergents. Le coût politique de ces tensions croissantes en l'absence d'une solution politique inclusive est le danger que le pays sombre dans la guerre civile. Cela aurait des conséquences désastreuses pour toute la région du Sahel et la sous-région plus large de l'Afrique de l'Ouest.

4. La guerre contre l'insurrection et les groupes djihadistes :

Les plus grands bénéficiaires des événements qui se déroulent sont l'insurrection et les groupes djihadistes qui cherchent à faire dérailler l'état malien. Ayant perdu la légitimité de l'état, le coup d'état militaire actuel rend difficile pour la junte militaire de « gagner le cœur et l'esprit » des populations locales dans sa lutte contre ces groupes extrémistes violents.

Une junte militaire à la tête des affaires implique également la probabilité d'une approche trop militarisée au détriment de la lutte contre les causes profondes non militaires telles que la pauvreté, les inégalités, l'absence de biens publics et de services sociaux et d'institutions

étatiques fonctionnelles. Cela exacerbera les tensions locales qui ont créé la situation en premier lieu.

5. La paix et la sécurité du Sahel et la sous-région ouest-africaine

La probabilité d'un effet domino dans les états les plus faibles du Sahel et de la sous-région ouest-africaine au sens large ne peut être ignorée alors que la situation au Mali continue de se détériorer.

Il y a le danger que les militaires d'autres états décident également de prendre le pouvoir politique. Il en résulterait une pléthore d'états parias. Cela entraînerait à son tour une diminution du soutien d'acteurs internationaux tels que les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Union européenne et la France, ainsi qu'une insécurité et une instabilité prolongées nécessitant de nouvelles interventions militaires étrangères. Le Mali ne peut pas se permettre de perdre la guerre contre les groupes djihadistes. Cela aurait un effet catastrophique sur la paix et la sécurité à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

CHAPITRE 3

LE COUP D'ÉTAT RÉCENT AU TCHAD

3.0 BRÈVE HISTOIRE DU COUP D'ÉTAT AU TCHAD

Historiquement, le Tchad compte plusieurs régions : une zone désertique au nord, une ceinture sahélienne aride au centre et une zone de savane soudanienne plus fertile au sud. Le lac Tchad, qui a donné son nom au pays, est la deuxième plus grande zone humide d'Afrique. Les langues officielles du Tchad sont l'arabe et le français. Il abrite plus de 200 groupes ethniques et linguistiques différents. L'islam (55,1%) et le christianisme (41,1%) sont les principales religions pratiquées au Tchad.

La France a conquis le territoire en 1920 et l'a incorporé dans le cadre de l'Afrique équatoriale française. En 1960, le Tchad obtient l'indépendance sous la houlette de François Tombalbaye. Le ressentiment envers sa politique dans le nord musulman a culminé dans l'éruption d'une longue guerre civile en 1965. En 1979, les rebelles ont conquis la capitale et ont mis fin à l'hégémonie du sud. Les commandants rebelles se sont ensuite battus entre eux jusqu'à ce que Hissène Habré ait vaincu ses rivaux. Le conflit tchado-libyen a éclaté en 1978 par l'invasion libyenne qui s'est arrêtée en 1987 avec une intervention militaire française (opération Épervier). Hissène Habré est renversé à son tour en 1990 par son général Idriss Déby. Avec le soutien de la France, une modernisation de l'armée nationale tchadienne est initiée en 1991. A partir de 2003, la crise du Darfour au Soudan déborde la frontière et déstabilise le pays. Déjà pauvres, la nation et le peuple ont eu du mal à accueillir les centaines de milliers de réfugiés soudanais qui vivent dans et autour des camps dans l'est du Tchad.

Alors que de nombreux partis politiques participaient à la législature tchadienne, l'Assemblée nationale, le pouvoir était fermement entre les mains du Mouvement patriotique du salut sous la présidence d'Idriss Déby, dont le régime était décrit comme autoritaire. Après l'assassinat du président Déby par les rebelles du FACT en avril 2021, le Conseil militaire de transition dirigé par son fils Mahamat Déby a pris le contrôle du gouvernement et dissous

l'Assemblée. Le Tchad reste en proie à la violence politique et aux tentatives récurrentes de coups d'état.

Vous trouverez ci-dessous la liste des coups d'état historiquement retracés et les personnes impliquées.

1. 13 avril 1975 : Noël Milarew Odingar renverse François Tombalbaye
2. 7 juin 1982 : Hissène Habré renverse Goukouni Oueddei
3. 1er décembre 1990 : Idriss Déby renverse Hissène Habré
4. 16 mai 2004 : coup d'État manqué contre le président Idriss Déby
5. 14 mars 2006 : coup d'État manqué contre le président Idriss Déby
6. 1er mai 2013 : coup d'État manqué contre Idriss Déby

3.1 LES CAUSES DU RECENT COUP D'ÉTAT AU TCHAD

Il y a eu sept coups d'état et tentatives de coup d'état en Afrique subsaharienne au cours des 18 derniers mois. Les chefs militaires ont réussi à prendre le pouvoir au Mali, au Tchad, au Burkina Faso et au Soudan, et consolident leur contrôle sur les institutions gouvernementales. Ces changements de pouvoir anticonstitutionnels se déroulent dans un contexte de déficits de gouvernance, d'insécurité, de sous-développement et d'influence de gouvernements étrangers. Ces facteurs exposent le Tchad à un risque d'instabilité supplémentaire après la mort inattendue de l'ancien président Déby, qui a dirigé pendant 30 ans, laissant un vide de pouvoir dans son sillage.

L'ancien président Déby a été tué le 20 avril 2021 après avoir été blessé lors d'affrontements avec des rebelles qui tentaient de renverser son gouvernement. Sa mort est survenue le lendemain du jour où les résultats provisoires des élections prévoyaient qu'il remporterait un sixième mandat, prolongeant ainsi ses 30 ans de présidence. L'ancien président Déby dirigeait depuis 1991, utilisant la répression politique et les changements institutionnels pour perpétuer son règne. Immédiatement après sa mort, lors d'un changement anticonstitutionnel de gouvernement, un groupe d'officiers militaires a créé le Conseil militaire de transition, ou Conseil militaire de transition (CMT), composé

d'alliés du régime et dirigé par le fils de Déby, Mahamat, un homme de 37 ans. général. Cette décision a préservé la continuité du pouvoir et la sécurité régionale au sein du cercle restreint de Déby.

3.2 LES PROCESSUS DU RECENT COUP D'ÉTAT AU TCHAD ET LES PRINCIPAUX ACTEURS

Après l'attaque frontalière du 11 avril, les forces des FACT sont entrées dans le pays par convois et se sont affrontées avec l'armée dans plusieurs villes et villages alors qu'elles se dirigeaient vers N'Djamena, la capitale du Tchad. En raison de l'instabilité croissante, les États-Unis et le Royaume-Uni ont retiré leur personnel diplomatique du pays. Le 19 avril, la FACT a affirmé avoir pris le contrôle de l'ancienne préfecture du Borkou-Ennedi-Tibesti.

Au 19 avril 2021, les affrontements se sont poursuivis entre les forces des FACT et des éléments des Forces armées tchadiennes. Les forces du FACT ont revendiqué l'indépendance dans la partie nord de la région du Tibesti. Au moins 300 combattants du FACT auraient été tués dans les affrontements tandis qu'au moins cinq soldats tchadiens avaient également été tués au cours de l'affrontement, ce qui a accru la tension politique dans le pays. L'armée a déclaré le 19 avril avoir "complètement détruit" les convois de la FACT se dirigeant vers la capitale. Un porte-parole de l'armée a déclaré que les convois avaient été "décimés" dans la province septentrionale du Kanem. Après les affrontements, le général Azem Bermandoa Agouna des Forces armées tchadiennes a affirmé que l'armée avait capturé 150 combattants du FACT et signalé 36 soldats tchadiens blessés.

Le 19 avril 2021, le président Idriss Déby a été tué en première ligne. Son fils Mahamat Déby lui a succédé à la tête du Conseil militaire de transition du Tchad (TMC). Les rebelles ont juré de poursuivre leur offensive sur la capitale après la mort de Déby.

Les Principaux Acteurs

1. Idriss Déby

Idriss Déby était membre du clan Bidayat de l'ethnie Zaghawa. Commandant de haut rang de l'armée du président Hissène Habré dans les années 1980, Déby a joué un rôle important dans la guerre Toyota qui a conduit à la victoire du Tchad lors du conflit libyen-tchadien. Il a ensuite été purgé par Habré après avoir été soupçonné d'avoir comploté un coup d'État, et a été contraint à l'exil en Libye. Il a

pris le pouvoir en menant un coup d'état contre Habré en décembre 1990. Malgré l'introduction d'un système multipartite en 1992 après plusieurs décennies de régime à parti unique sous ses prédécesseurs, tout au long de sa présidence, son Mouvement patriotique du salut était le parti dominant. Déby a remporté les élections présidentielles en 1996 et 2001, et après l'élimination des limites de mandats, il a de nouveau gagné en 2006, 2011, 2016 et 2021. En avril 2021, FACT a lancé l'offensive du nord du Tchad ; Déby a été blessé le 19 avril alors qu'il commandait des troupes sur la ligne de front combattant les militants et est décédé le 20 avril.

2. Mahamat Idriss Déby Itno

Mahamat Idriss Déby Itno né le 1er janvier 1984, également connu sous le nom de Mahamat Kaka, est un général de l'armée tchadienne agissant en tant que président de transition du Tchad. Il est le fils de feu le président tchadien Idriss Déby. Il a accédé au pouvoir en tant que président du Conseil militaire de transition le 20 avril 2021 lorsque son père, Idriss Déby est mort au combat alors qu'il commandait les troupes de l'offensive du nord du Tchad. Il a précédemment servi en tant que commandant en second de l'armée pour l'intervention tchadienne dans le nord du Mali (FATIM).

3.3 Les Résultats du Récent COUP D'ÉTAT AU TCHAD

Les réactions à la mort de Déby comprenaient des condoléances, en plus de la condamnation de la violence en cours au Tchad. Les réactions sont venues de l'Union africaine, de l'Union européenne et des Nations Unies, ainsi que de représentants de plusieurs pays, dont la Chine, la France, Israël, le Mali, le Maroc, le Niger, le Sénégal, la Turquie et les États-Unis. Le 22 avril 2021, la France a publiquement défendu la prise de contrôle militaire du gouvernement par le fils de Déby, malgré son inconstitutionnalité, affirmant qu'elle était nécessaire dans des «circonstances exceptionnelles».

Le 27 avril 2021, des manifestations ont éclaté à N'Djamena, demandant au Conseil militaire de transition de concéder la transition civile. Une femme a été tuée dans la capitale lorsque des manifestants anti-militaires ont attaqué un bus, tandis qu'un homme a été tué dans le sud du pays. La police a utilisé des gaz lacrymogènes pour disperser les manifestations tandis que le TMC a interdit les manifestations. Les politiciens de l'opposition ont qualifié la prise de contrôle de TMC de "coup d'état". Le 2 mai 2021, le TMC a levé un couvre-feu nocturne imposé dans le pays à la suite de la mort du président Déby. Le TMC a également reconnu la mort de six manifestants lors de manifestations la

semaine dernière. Le résultat final de la série de coups d'état et de contre-coups d'état au Tchad donne plus de pouvoir à la famille Déby et à ses alliés tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, alors que la majorité de la population vit encore dans la peur, la faim et la pauvreté continue.

CHAPITRE 4

LES IMPACTS DES COUP ET LES INFLUENCE EXTÉRIEURES

4.0 LES IMPACTS DES COUPS SUR LA GUINÉE

Outre la désapprobation internationale d'une prise de contrôle inconstitutionnelle, parce que la Guinée n'a plus de chef d'état légitime, son économie pourrait en souffrir. La condamnation internationale de la prise de contrôle signifie que des pays, comme les États-Unis, pourraient « limiter » l'aide à la Guinée. Les entreprises et les investisseurs étrangers pourraient également « reconsidérer leur présence » dans un pays en proie aux incertitudes et à l'instabilité politiques. L'industrie minière guinéenne a déjà beaucoup souffert de la pandémie de COVID-19. Le retrait des entreprises étrangères du pays pourrait avoir un effet négatif aggravé sur l'économie du pays.

Une dernière implication du coup d'état en Guinée est politique. La prise du pouvoir par le coup d'état pourrait diminuer la confiance des Guinéens dans les élections démocratiques pour fournir les dirigeants que les citoyens souhaitent et accorder aux gens ordinaires le pouvoir de destituer les dirigeants qui ne respectent pas leurs engagements.

4.1 LE RÔLE ET LA POSITION DES ACTEURS EXTÉRIEURS SUR LE COUP D'ÉTAT EN GUINÉE

Dans un discours prononcé par le président du Ghana sur la plateforme de la CEDEAO capturé sur www.africanews.com avec son titre : *Des intérêts étrangers derrière la montée des coups d'État en Afrique de l'Ouest* (16 mars 2022) a déclaré qu'« il y a une dimension internationale à la récente série de coups d'état militaires en Afrique. Dans un autre forum, Nana Akufo-Addo a déclaré à un forum de l'Union africaine que " certaines entités étrangères considèrent les coups d'état en Afrique comme un moyen de renforcer leur ambition régionale". il y a des guerres, il y a des avantages pour ceux qui les ont provoqués ou ceux qui en ont déclenché la poursuite.

Le cas de la Guinée n'est pas différent car la France a été une force forte tenant un mauvais leadership dans l'intérêt non pas des citoyens maliens, mais quelles ressources peuvent être Cet acte

d'ingérence dans les affaires sociopolitiques et économiques d'une Guinée Souveraine a affecté négativement le développement du pays depuis l'indépendance.

4.2 LES IMPACTS DES COUPS D'ÉTAT SUR LE MALI

Certains des impacts des coups d'état au Mali sont que les gains en démocratie, tels que les compromis politiques qui ont été faits au fil des ans entre les groupes opposés au Mali, seront tronqués. Et les tensions locales, telles que le désenchantement envers l'état face à la corruption et, dans certains cas, les violations des droits de l'homme parmi les forces de sécurité, sont susceptibles d'augmenter. N'oublions pas non plus les rebelles et les envahisseurs islamiques au Sahel.

La pauvreté, le sous-développement et la faim ont rampé depuis les troubles dans le pays.

4.3 LE RÔLE ET LA POSITION DES ACTEURS EXTÉRIEURS SUR LE COUP D'ÉTAT AU MALI

Les différents Influenceurs externes des Coups d'état maliens ne sont peut-être pas connus de beaucoup. La CEDEAO peut être à l'avant-garde de certains programmes d'intervention, mais la racine de certaines des influences remonte à la France (un ancien maître colonial, l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique). Même si certaines de leurs interventions peuvent être positives, beaucoup ont vu aussi du point de vue négatif. La position de ces superpuissances a été le maintien du gouvernement qui, dans certains cas, favorise leurs intérêts au Mali.

Selon l'Institut américain pour la paix (27 août 2020) "Ces dernières années, les États-Unis, la France et l'ONU ont déployé des milliers de conseillers militaires et de troupes dans la région. Mais de gros investissements dans l'armée sans efforts correspondants pour renforcer la gouvernance signifiait que le terrain restait fertile pour le coup d'état du 18 août."

4.4 LES IMPACTS DES COUPS D'ÉTAT SUR LE TCHAD

L'instabilité politique est le thème du Tchad depuis l'indépendance. Jusqu'à présent, les cas n'ont jamais été différents. La mort d'Idriss Déby a provoqué plus de crise alors que les citoyens exigent une transition civile, mais la France a soutenu le fils d'Idriss, Mahamat, pour être le président par intérim, ce qui provoque maintenant le tollé des groupes rebelles et de l'opposition. Premièrement, le gouvernement militaire a déjà créé une atmosphère de peur. Il a interdit les manifestations et dispersé les manifestants en utilisant une force disproportionnée et répressive. Deuxièmement, il a refusé les appels à un cessez-le-feu et au dialogue avec le Front pour le changement et la Concorde au Tchad, le groupe rebelle présumé responsable de la mort de Derby. Cela va à l'encontre des principes d'une transition pacifique vers un gouvernement civil, qui devrait à juste titre envisager un dialogue inclusif avec toutes les parties prenantes.

Troisièmement, la junte militaire a nommé un premier ministre civil, Albert Padacke. Le nouveau Premier ministre était le finaliste lors des élections présidentielles du 11 avril. Il est perçu comme un allié de Deby et n'est donc pas un acteur civil crédible. L'instabilité de sa politique, de son économie, de son éducation et de son environnement fait partie des nombreux impacts auxquels le Tchad est confronté. Le plus courant est l'avènement de la prolifération des armes légères et moyennes dans tout le pays par les citoyens, en particulier dans la partie nord du Tchad. Ce sont des conséquences évidentes des impacts des coups d'état incessants résultant non seulement d'un mauvais leadership, mais aussi d'influences extérieures.

4.5 LE RÔLE ET LA POSITION DES ACTEURS EXTÉRIEURS SUR LE COUP D'ÉTAT AU TCHAD

En ce qui concerne l'Afrique de l'Ouest francophone, la France a été la force et l'influence majeures de la façon dont la vie politique et économique de ces nations est dirigée. Ils soutiennent les régimes qui se plient à leurs diktats tout en réprimant ceux qui vont dans l'autre sens. Idriss Déby depuis les années 1990 a dirigé le pays et a même voulu briguer un autre mandat qui portera son règne à 37 ans lorsque les rebelles de la partie nord ont attaqué dans ce que certains intérêts européens ont marqué une tentative de coup d'État dans laquelle Idriss Déby est mort dans le processus après blessé par une arme à feu à partir de laquelle il a lui-même conduit les forces armées tchadiennes au premier plan de la bataille.

À sa mort, la France a décidé de soutenir son fils Mahamat Déby pour qu'il reste président afin de maintenir cette relation durable avec la famille Déby. Cela a clairement montré comment la France et certaines puissances occidentales ont influencé non seulement les coups d'état, mais aussi la mauvaise direction de ces pays parce qu'elle les favorise

CONCLUSION

En conclusion, nous avons non seulement vu les impacts mêmes des coups d'état en Afrique de l'Ouest, mais aussi les causes profondes et historiques de ces coups d'état. Le mauvais leadership qui a été le fondement même de la cupidité délibérément installée dans le cœur des dirigeants africains par leurs anciens maîtres coloniaux est la raison même pour laquelle les gens s'agitent chaque jour pour une bonne gouvernance dans toute l'Afrique de l'Ouest.

Dans l'ouvrage de Walter Rodney intitulé écrit en (1972), la préface trouvée sur les premières pages décrit comment l'Afrique a été délibérément exploitée et sous-développée par les régimes coloniaux européens. L'un de ses principaux arguments tout au long du livre est que l'Afrique a développé l'Europe au même rythme que l'Europe a sous-développé l'Afrique.

Rodney soutient qu'une combinaison de politique de puissance et d'exploitation économique de l'Afrique par les Européens a conduit au mauvais état du développement politique et économique de l'Afrique évident à la fin du 20e siècle. Cependant, il n'avait pas l'intention de "retirer la responsabilité ultime du développement des épaules des Africains... [Il croit que] chaque Africain a la responsabilité de comprendre le système [capitaliste] et de travailler à son renversement".

Ce livre, avec *Les Misérables de la Terre* de Frantz Fanon, est un exemple populaire des livres du XXe siècle concernant le développement africain et la théorie postcoloniale.

Pour avoir une Afrique dépourvue de mauvais dirigeants et de coups d'état ultérieurs dans un avenir proche, le système sociopolitique et économique de l'Afrique doit être revisité et transformé par les Africains d'un système néocolonial exploiteur à un système égalitaire et autonome dépourvu d'influence européenne et américaine qui ont vidé l'Afrique de ses ressources non seulement à l'époque postcoloniale mais historiquement à l'époque de la traite négrière transatlantique.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages Cités

AFRICA NEW., <https://www.africanews.com/chad-s-opposition-slams-coup-as-major-powers-quiet-on-army-takeover> (12 avril 2021)

AMOATENG, Nana E. Military Coups in Africa: A Continuation of Politics by Other Means?: the Legon Center for International Affairs and Diplomacy, Legon (Ghana), 19 août 2022. <https://www.accord.org.za/conflict-trends/military-coups-in-africa-a-continuation-of-politics-by-other-means>

CHEESEMAN, Nic. Tchad, Guinée, Mali, Soudan... Un coup d'État peut-il être un tremplin pour la démocratie ? : The African Report, Birmingham (Royaume-Uni), 6 décembre 2021.

DIZOLELE, Mvemba Phezo. Keeping Chad's Transition on Track: Center for Strategic and International Studies, Washington DC, USA, avril 2022.

MAIGA, Amarana. Mali : 5 coups d'Etat depuis l'indépendance, Bamako, 2022.

RODNEY, Walter. How Europe Underdeveloped Africa: , Royaume-Uni, 1972. https://en.m.wikipedia.org/wiki/How_Europe_Underdeveloped_Africa#:~:text=How%20Europe%20Underdeveloped%20Africa%20is,rate%20that%20Europe%20underdeveloped%20Africa.

YANSANÉ, Anguibo. Guinée : L'importance du coup d'État d'avril 1984 et les enjeux économiques, l'Association des études africaines, présentation d'un article, La Nouvelle-Orléans, 23-26 novembre 1985.

ZOUNMENO, David. Les coups d'État peuvent-ils être retirés de la culture politique guinéenne ? , Institute for Security Studies, Afrique du Sud, septembre 2021.

SITOGRAPHIE

1. <https://democracyinafrica.org/>
2. <https://www.accord.org.za/conflict-trends/military-coups-in-africa-a-continuation-of-politics-by-other-means/>
3. <https://issafrica.org/iss-today/can-coups-be-removed-from-guineas-political-culture>
4. <https://africa.center.org/spotlight/chad-ongoing-instability-the-legacy-of-idris-deby/>
5. <https://guardian.ng/news/a-year-after-chad-coup-juntas-promises-start-to-fade/>

TABLE DES MATIERES

Title page.....	i
Approval Sheet.....	ii
Dedicace	iii
Remerciements.....	iv
Introduction.....	01
Définition du mot Coup d’Etat.....	01
Les Coups d’Etat en perspective Historique.....	01
Les Coups d’Etat en Afrique.....	02
Justification du sujet.....	03
Délimitation du sujet.....	04

Chapitre 1 : Le Coup D’Etat Récent En Guinée

1.1 Brève histoire du coup d’Etat en Guinée.....	05
1.2 Les causes du récent coup d’Etat.....	06
1.3 Le processus du coup d’Etat et les principaux acteurs.....	07
1.4 Les résultats du coup d’Etat en Guinée.....	11

Chapitre 2 : Le Coup D’Etat Récent Au Mali

2.1 Brève Histoire Du Coup D’Etat Au Mali.....	12
2.2 Les Causes Du Récent Coup D’Etat Au Mali.....	13
2.3 Le Processus Du Coup D’Etat Et Les Principaux Acteurs.....	16
2.4 Les Résultats Du Coup D’Etat.....	17

Chapitre 3 : Le Coup D'Etat Récent Au Tchad

3.1 Brève Histoire Du Coup D'Etat Au Tchad.....	21
3.2 Les Causes Du Récent Coup D'Etat Au Tchad.....	22
3.3 Le Processus Du Coup D'Etat Et Les Principaux Acteurs.....	23
3.4 Les Résultats Du Coup D'Etat.....	24

Chapitre 4 : Les Impacts Des Coups Et Les Influences Extérieures

4.1 Les Impacts Des Coups D'Etat Sur La Guinée.....	26
4.2 Le Role Et La Position Des Acteurs Extérieurs Sur Le Coup D'Etat En Guinée....	26
4.3 Les Impacts Des Coups D'Etat Sur Le Mali.....	27
4.4 Le Role Et La Position Des Acteurs Extérieurs Sur Le Coup D'Etat Au Mali.....	27
4.5 Les Impacts Des Coups D'Etat Sur Le Tchad.....	28
4.6 Le Role Et La Position Des Acteurs Extérieurs Sur Le Coup D'Etat Au Tchad.....	29

Conclusion.....	30
-----------------	----

Bibliographie